

AVANT-PROJET DE PROGRAMME DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

(Complément au programme adopté au Congrès de la Grange-aux-Belles)

Pour une transformation socialiste de l'enseignement supérieur

I - Analyse de la situation actuelle

« L'Université française est en crise, nul n'en doute plus. La crise est telle qu'un gouvernement, *quel qu'il soit*, devra bientôt la mettre au premier rang de ses soucis et aura, de toute façon, bien du mal à la résoudre. »

Ce cri l'alarme lancé par le S.N.E.Sup. dès 1964, n'est pas resté sans écho dans les partis de gauche :

— En 1964, le P.S.U., dans son programme concernant l'Enseignement, écrivait :

« Nous assistons à une gigantesque mutation qui constitue un défi auquel devront répondre toutes les sociétés du xx^e siècle et à plus forte raison la société socialiste que nous voulons construire. »

— En 1966, le P.C.F., dans son avant-projet de réforme démocratique de l'Enseignement, proclame :

« L'enseignement français ne répond plus aux besoins d'un pays hautement évolué. L'inégalité due aux différences de classes et l'inadaptation restent deux traits dominants de notre système d'éducation. »

— Et dans son programme, la F.G.D.S. dit fort justement :

« Nous n'avons pas su nous adapter convenablement au progrès des sciences et

des techniques. Nous ne formons que le quart des diplômés, le tiers des techniciens, la moitié des ingénieurs nécessaires à une économie moderne. Le passage de l'enseignement de caste à l'enseignement de masse s'effectue dans de mauvaises conditions, car on ne peut pas extrapoler *sans changer de structures.* »

Causes de la crise de l'enseignement supérieur

Elle est d'abord liée à la crise générale de l'Université, et l'analyse que notre Parti a proposée (explosion scolaire face à une insuffisance quantitative et qualitative de l'enseignement, ségrégation géographique et sociale, IV^e et V^e République aggravant encore cette crise par le manque d'enseignants, de moyens financiers, de constructions universitaires et de personnel), reste toujours valable (programme Enseignement du P.S.U.).

Mais à côté de cette analyse globale de la crise de l'Education Nationale, il faut s'attacher à expliciter les causes spécifiques de l'inadaptation de l'Enseignement Supérieur.

En effet, les vieilles structures bourgeoises universitaires craquent à plusieurs niveaux :

— à l'entrée, où le baccalauréat remplit mal ses objectifs : il n'est plus actuellement un examen de fin d'étude secondaire ni un examen d'entrée pour les Enseignements Supérieurs ;

— au premier cycle, où aucune orientation n'est donnée aux étudiants, et la sélection opérée est à la fois injuste et désastreuse ;

— au troisième cycle, où l'insuffisance de place dans les laboratoires, et l'insuffisance de cadre ne permet pas une véritable initiation à la recherche.

Rappelons que la classe dominante avait réussi à faire de l'Enseignement Supérieur une chasse gardée grâce à des structures verticales étanches, ne laissant pratiquement aucune chance aux enfants des milieux modestes d'accéder à l'enseignement supérieur. Jusqu'en 1930, le « primaire supérieur » représentait une possibilité d'incursion dans ce domaine réservé.

Or, deux faits nouveaux ont détruit cette chasse gardée :

1° Les forces de Gauche ont réussi, en 1936, et surtout après la Libération, à faire sauter un certain nombre de verrous, et une population plus grande d'étudiants a pu pénétrer dans les Facultés, rapidement devenues trop petites et inadaptées. Certes, la ségrégation sociale opérée dans le Secondaire a pour conséquence une sociologie étudiante inverse de celle de la société (très peu de

fils d'ouvriers et de paysans, majorité de fils de la petite et haute bourgeoisie). Mais par le seul effet du nombre, l'enseignement des Facultés ne peut plus être confidentiel.

Par contre, les Grandes Ecoles sont restées en marge du raz-de-marée : en effet, l'entrée dans celles-ci repose, non seulement sur une sélection de valeur scolaire, mais aussi sur une sélection sociale. Le concours d'entrée ne faisant que confirmer cette ségrégation.

Le numerus clausus ainsi opéré permet à un petit nombre d'étudiants choisis d'avoir un enseignement particulier (coupé le plus souvent de la Recherche), fait dans un esprit réactionnaire. Cet esprit inspirant le type de valeurs morales inculquées : notion d'élite, de chef, mépris des masses, esprit de caste, etc...

Cette idéologie bourgeoise existe bien entendu dans les Ecoles de haut niveau technique, l'Ecole « Polytechnique » en étant un bon exemple.

2° *Le développement extraordinaire de la Recherche Universitaire et à temps plein.*

— Le C.N.R.S. est un des artisans de ce développement (et rappelons qu'il représente un des acquis les plus remarquables des gouvernements démocratiques de 1936 et du début de la IV^e République). Mais en fait ce sont les progrès extraordinaires de la science et de la technique qui ont imposé la nécessité d'un enseignement directement lié à eux.

— Ceci explique l'expansion considérable des Facultés des Sciences, le développement de la Sociologie et de la Psychologie dans les Facultés de Lettres, et l'apparition dans les Facultés de Médecine d'une recherche biologique quasi-inexistante jusqu'à ce jour.

— L'existence d'une recherche fondamentale est vite apparue comme nécessaire au néo-capitalisme. Les secteurs industriels ont vite compris que, sans elle, aucune recherche appliquée donc aucun progrès n'était possible.

Peu à peu, le docteur ès-Sciences fait prime sur le marché par rapport à l'ingénieur.

La distance séparant la recherche pure (mathématiques par exemple) et ses applications industrielles est actuellement très courte : alors que le capitalisme classique est resté incapable de comprendre le rôle de la recherche fondamentale, et les essais de collaboration avec les laboratoires sont là pour montrer cette incapacité fondamentale (*contrats* de recherche dans l'industrie pharmaceutique française par exemple), le néo-capitalisme a vite compris son importance (recherches mathématiques fondamentales par I.B.M. par exemple).

Si la Science par elle-même reste ce qu'elle est,

c'est-à-dire une connaissance de plus en plus précise du monde, le phénomène nouveau est le changement de nature de la Recherche Fondamentale.

C'est un des mérites du XX^e Congrès du P.C.U.S. d'avoir démontré que la Recherche, entrant autrefois dans les super-structures économiques, est devenue aujourd'hui un *authentique moyen de production*. Cette transformation, liée aux progrès foudroyants de la Science, et la relation dialectique entre Enseignement et Recherche, explique la crise généralisée de l'Enseignement Supérieur dans le monde, aussi bien dans les pays socialistes que capitalistes.

Il existe donc des raisons intrinsèquement techniques à cette crise et une partie des solutions à proposer pour la résoudre devront être aussi essentiellement techniques. Mais, et c'est pour ces raisons que la réflexion des technocrates est insuffisante et tronquée, le phénomène de classe intervient à deux niveaux :

— sur la nature même de l'enseignement, les forces populaires optant pour un enseignement de masse démocratisé, les forces capitalistes pour un enseignement d'élite qu'elles contrôlent ;

— mais aussi sur l'utilisation et la destinée de la Recherche ainsi que sur la formation des chercheurs : dans une économie de profit, les forces dominantes cherchent bien entendu à s'approprier ce moyen de production (et tout particulièrement les secteurs industriels avancés du néo-capitalisme).

3° *Les rapports Enseignants-Enseignés et le statut Etudiant.*

C'est dans la situation pédagogique que le compromis entre université libérale et tendance technocratique est le plus favorable au conservatisme d'une grande partie du corps professoral. Les deux caractéristiques essentielles de la situation pédagogique sont sauvegardées, et ce d'autant plus aisément qu'elles expriment la fonction idéologique de l'Université :

1° La perpétuation de la ségrégation sociale à travers la pédagogie utilisée.

Les 6 % d'étudiants issus de famille ouvrière qui ont franchi les différents barrages du Secondaire, non seulement sont orientés en fonction de critères de leur appartenance sociale, mais encore éliminés ou relégués au cours de leurs études. Favorisant le dilettantisme des étudiants (essentiellement dans les disciplines non scientifiques) qui bénéficient de l'héritage culturel des classes privilégiées, l'enseignement repose à la fois sur une pseudo-

sélection et sur une fausse conception du travail de l'étudiant. La sélection n'est plus que la détection des plus « doués » à partir des critères d'une apparente égalité fondés sur la compétition individuelle mais qui, en fait, identifie le don à un ensemble de comportements et de connaissances hérités du milieu d'origine de la majorité des étudiants. Le travail de l'étudiant est conçu sur le modèle d'une soi-disant liberté qui légitime à la fois l'absence d'un apprentissage rationnel et le fossé enseignants-enseignés.

2° Individualisme et passivité.

Le cours magistral, pièce essentielle de la pédagogie actuelle, illustre d'une manière évidente la passivité nécessaire de l'étudiant et la conception encyclopédique de la connaissance. Le système des Travaux Pratiques est conçu moins comme un apprentissage des techniques et initiation à la pratique que rebâchage d'une tranche de cours magistral dans la perspective exclusive de l'examen. L'étudiant ne participe pas à son enseignement, mais l'enseignant ne fait rien pour être effectivement un enseignant. Individualisme et passivité constituent les normes de conduite nécessaires à l'accomplissement des études. L'apprentissage de ces « qualités » s'inscrit dans la logique de la division sociale du travail.

Mais la situation de l'étudiant dans l'Université a des correspondances évidentes avec son statut social. Les données de l'environnement socio-culturel des étudiants conditionnent pour une part le rapport aux études :

1° La subordination à la famille reste généralement le cadre de vie obligée ; elle est non seulement inadaptée au passage à la vie adulte, mais encore un obstacle à une coupure avec l'idéologie de la classe d'origine et à un rapport à l'avenir professionnel correspondant aux possibilités réelles de l'étudiant et aux nécessités économiques ;

2° Les systèmes d'aide (bourses, subventions pour logement, etc.) légitiment la subordination au milieu d'origine et fait de l'étudiant un assisté, un protégé. Le logement en résidence universitaire aboutit aux mêmes résultats avec ses règlements et contrôle étroit.

Conséquences de cette crise

I - Sur le contenu de l'Enseignement

L'enseignement des données sans cesse renouvelées de la Science a fourni une génération

plus apte à la critique et capable de contester directement à sa source, l'idéologie bourgeoise enseignée.

La forteresse de la bonne vieille culture libérale n'est plus qu'une pauvre cabane défendue avec acharnement par une poignée de conservateurs qui se raccrochent à quelques lobbies (comme la Société des Agrégés) pour survivre.

Les nouvelles matières enseignées clandestinement dans les Facultés (comme la génétique ou la physique nucléaire) sont maintenant officielles, la Recherche Scientifique a bouleversé les enseignements des Facultés des Sciences, puis celui de la biologie en Médecine, et mis en péril les vénérables traditions littéraires :

Les jeunes équipes de Recherche (animées parfois par des professeurs confirmés) ont en effet introduit, même en Histoire et en Philosophie, des méthodes collectives de travail et des modes de raisonnement nouveaux, dégagés de la routine traditionnelle.

La thèse mamouth, oeuvre de toute une vie de recherche solitaire, est de plus en plus sérieusement contestée.

Bien sûr, le tableau n'est pas partout aussi idyllique. Car il existe une double résistance :

1° Par discipline : certaines restent encore totalement fermées au renouveau (certaines langues vivantes par exemple), et constituent des îlots solides de résistance dans les Facultés en mouvement) ;

2° Par région, même dans les disciplines en pointe, totalement acquises au mouvement, il existe des Facultés de province où il n'y a en fait aucune recherche (en physique par exemple).

Mais le sens général reste celui de la mutation.

II - Sur la pédagogie

La nécessité d'un enseignement à vitesse variable (ne lésant ni les très doués ni les esprits plus lents) et à contenu variable (pour une même discipline, possibilité d'orientation très précoce à la recherche, ou de changement de spécialité, par un complément d'enseignement) est le phénomène essentiel.

Cette nécessité est apparue en liaison avec le changement de nature de la Recherche, et aussi au changement du mode de production. C'est le néo-capitalisme, directement intéressé par le devenir de la Recherche, qui exerce les plus vives pressions pour découvrir une nouvelle pédagogie et une formation plus efficace des futurs chercheurs. Par contre, le capitalisme classique

semble s'accommoder parfaitement des anciennes méthodes: on retrouve bien ici le phénomène décrit par Karl Marx dans *Le Capital* : «L'industrie moderne ne constitue et ne traite jamais comme définitive la *forme existante d'un processus de production*. Ainsi sa base technique est-elle *révolutionnaire*, tandis que celle de tous les modes de production antérieure était essentiellement conservatrice ».

Cette pression entraîne l'exacerbation de deux contradictions :

a) *Entre culture statique et culture dynamique* (somme des connaissances ou initiation aux connaissances nouvelles) que l'on pourrait opposer de la façon suivante :

Faut-il aller du général au particulier: c'est-à-dire faire intervenir la spécialisation le plus tard possible (thèse défendue dans le plan Langevin-Wallon pour sauvegarder les possibilités de reconversion et de rééducation. Mais thèse strictement contradictoire avec les nécessités de la formation des jeunes chercheurs, formation qui doit être la plus précoce possible. Risque enfin de masquer derrière les grands discours sur la culture générale le conservatisme le plus étroit).

Ou bien aller du particulier au général en spécialisant au plus tôt (thèse défendue par le néo-capitalisme pour des raisons d'efficacité évidente, mais aussi pour parcelliser au possible le travail. Thèse enfin qui, à la limite, entraînerait un déchet humain considérable en raison des bouleversements intrinsèques de la Science),

b) *Entre formation des jeunes chercheurs et enseignement de masse*: les technocrates qui nous gouvernent favorisent au maximum le développement de la recherche au dépend des nécessités de l'enseignement. Les conservateurs classiques défendent par contre les besoins de l'enseignement en sacrifiant la recherche (bien entendu sans se soucier de la démocratisation de l'Education Universitaire).

II. - Sur les structures universitaires

Depuis bien longtemps, les locaux craquent littéralement devant la poussée démographique étudiante : laboratoires et amphis sont surchargés et le point de saturation est déjà atteint.

Mais surtout, la survivance de pratiques féodales, dans l'enseignement, devient de plus en plus intolérable.

a) *La structure par chaire* sous la responsabilité à vie d'un professeur, avec des cloisons rigides entre les disciplines, est de plus en plus inadaptée.

Comment peut-on, comme autrefois, confier à un individu isolé, et ceci jusqu'à sa retraite, l'autorité totale sur l'enseignement d'une discipline, alors que celle-ci explose littéralement et se diversifie de jour en jour, et que la nécessité d'enseignement interdisciplinaire devient de plus en plus impérieuse (Biologie des Facultés de Sciences, Médecine, Pharmacie par exemple) ?

b) *Le laboratoire de chaire* est encore plus aberrant : le même individu doit en plus diriger la recherche d'équipes de plus en plus nombreuses, travaillant sur des sujets de plus en plus spécialisés. Le professeur le mieux intentionné peut, de moins en moins, contrôler l'activité de son propre laboratoire.

c) *Les corps de personnels*. L'explosion démographique et le malthusianisme systématique de la IV^e et V^e République ont conduit tout naturellement au glissement de fonction :

La transhumance déjà bien commencée du primaire vers le secondaire (sans que la qualification des Maîtres du Primaire ne se soit améliorée au contraire) et du Secondaire vers le Supérieur (avec l'agrégation comme critère d'acheminement à l'Enseignement Supérieur au lieu des Doctorats) continue dans les différentes catégories de l'Enseignement Supérieur :

— Assistants et Maîtres-Assistants sont contraints de faire une partie des tâches des Maîtres de Conférences et Professeurs débordés (c'est-à-dire les cours magistraux), ceci au détriment de leur propre recherche et de leur formation ;

— Les Maîtres de Conférences assumant souvent la gestion administrative ou financière de la chaire (sans pouvoir réel de décision), ceci au détriment de leur rôle formateur de Chercheurs et d'Enseignants ;

— Le désordre atteint son comble en Faculté des Lettres où rien ne distingue dans les fonctions d'enseignement l'Assistant du Professeur, à ceci près que l'Assistant peut être expulsé du Supérieur au bout de six ans (et que, bien sûr, à travail égal le salaire ne l'est pas...).

La réforme Fouchet

C'est une tentative globale pour résoudre l'inadaptation de l'Enseignement Supérieur aux besoins du néo-capitalisme. Cette réforme permet effectivement, par la généralisation du 3^e Cycle, par la création d'Instituts Universitaires de Technologie, par la création de maîtrises complétées par l'existence de Laboratoires associés au C.N.R.S., rendant ainsi officielle la Recherche à

temps plein dans l'Université, de résoudre une partie des problèmes posés par le développement de la Recherche.

Cette réforme est à la fois politique et technique. Elle a pour but d'adapter le contenant (les locaux et les Maîtres) au contenu (les Etudiants) en... raréfiant le contenu. Importante pour la Recherche, dérisoire pour l'Enseignement et les Structures (simple révision de la scolarité), cette réforme est donc utile aux forces économiques qui nous gouvernent, non pas en la canalisant dans un sens favorable pour le néo-capitalisme (*grâce aux choix budgétaires des secteurs à favoriser*) :

— en favorisant la formation de chercheurs avertis grâce au troisième cycle : personnel nécessaire à la nouvelle industrie ;

— en proposant la création d'un corps de techniciens supérieurs, cadre qui manque cruellement actuellement à l'industrie.

En résumé, cette réforme repose sur deux options précises :

— elle favorise le développement de la Recherche, mais en introduisant une disharmonie avec l'Enseignement et surtout en sacrifiant la formation des Maîtres ;

— elle canalise cette recherche et favorise la formation du personnel-type cadre intermédiaire pour satisfaire les besoins néo-capitalistes.

Cette réforme privilège le court-terme : développement rapide de la Recherche fondamentale et appliquée, livraison immédiate de Techniciens sur le marché du travail, au long terme : formation des maîtres et des chercheurs, possibilité de reconversion et de changement d'orientation.

Mais ces options de base sont masquées, car les mesures proposées effectivement sont le résultat de laborieux compromis. Il existe en effet trois types de contradictions :

a) Contradiction entre la politique de prestige gaulliste et les moyens nécessaires pour la réforme ; on ne peut donner à la fois de l'argent pour la Force de Frappe et pour les I.U.T. ou les Facultés.

D'où l'aspect ridicule, étrié de cette réforme, au-dessus des moyens du Ministère de l'Education Nationale, où les vastes horizons proposés se terminent par le ravalement des vieilles façades d'antiques écoles techniques baptisées I.U.T., et où les centres hospitalo-universitaires enfin construits n'ont même pas les moyens de fonctionner et restent vides (cf. C.H.U. de Cochin).

b) Contradiction entre le capitalisme classique et le néo-capitalisme au sein du Gouvernement.

La réforme Fouchet a été, de plus, rognée, grignotée par les conservateurs classiques effrayés

par certains aspects jugés dangereux :

— grâce à Pompidou et ses alliés (c'est-à-dire les Enseignants Supérieurs conservateurs), les nouveaux programmes (dans certaines sections de Lettres en particulier) sont aussi conservateurs que les anciens ; dans les Facultés des Lettres la fausse spécialisation précoce n'empêchera pas le processus habituel de se poursuivre, et le sabotage du 3e cycle de continuer...

Rien dans cette réforme n'est fait pour promouvoir la Recherche littéraire collective (en Sciences le poids prépondérant de la D.G.R.S.T., sous contrôle du Premier Ministre permet de préserver une grande partie de la Recherche de tous les remous possibles de la réforme).

Les chaires, remises en cause par les technocrates de l'Education Nationale, sont ardemment défendues par le Premier Ministre (les deux forces se retrouvent côte-à-côte quand il s'agit de démanteler la fonction publique... en contractualisant les Assistants par exemple) ; d'où le curieux mélange dans la réforme publiée au *Journal Officiel*, d'une singulière retenue et d'une audace inhabituelle.

c) Contradiction interne du néo-capitalisme

Prise entre deux impératifs : garder le contrôle de la formation des cadres supérieurs, et en produire davantage, la réforme Fouchet aboutit à des résultats singuliers :

— séparation rigide de la licence et de la maîtrise en Sciences (en Lettres une passerelle est possible entre les deux) — (on sacrifie ainsi la formation des Maîtres aux besoins spécifiques de chercheurs... Mais la sous-formation des Maîtres du Secondaire et leur séparation précoce de la Recherche conduira à scléroser encore plus l'Enseignement Secondaire, donc à diminuer encore la qualité des enfants entrant dans le Supérieur!) ;

— possibilité laissée aux ingénieurs d'accéder au 3e Cycle, donc à la Recherche, mais pas d'allocation d'étude (l'absence totale de rémunération représentant peut-être dans l'esprit de ceux qui nous gouvernent un attrait supplémentaire pour la Recherche (! ! !)) ;

— création (théorique) des I.U.T. Mais pour les étudiants de deuxième zone (les mauvais bacheliers) et un cloisonnement étanche avec l'enseignement long des Facultés (d'où facilité d'un recyclage et de promotion probablement!).

D'où la création d'une parodie de sélection au cours du premier cycle, les étudiants seraient orientés autoritairement, par un jury, vers la voie courte (la licence) ou la voie longue.

Le néo-capitalisme, même s'il gouvernait sans entrave (en se dégageant du nationalisme et du

vieux capitalisme) de par la nature même de ces choix : formation privilégiée d'une élite pour la Recherche en parcellisant au maximum ses connaissances, développement prioritaire de la Recherche des secteurs économiquement rentables (c'est-à-dire à la fois fondamentale et appliquée), formation professionnelle accélérée des cadres..., s'empêtrerait dans des contradictions évidentes. Une formation permettant recyclage et reconversion, une bonne formation des maîtres du Primaire et du Secondaire, une Recherche non rentable mais finalement nécessaire à l'économie (Sociologie par exemple) deviendront des impératifs tout aussi importants strictement opposés aux choix faits actuellement, et qu'il faudra aussi assumer.

Ceci dit, l'honnêteté oblige à dire que les choix différents pris dans les pays socialistes entraînent d'autres contradictions très importantes. C'est pourquoi notre seule possibilité d'action reste la découverte et l'application d'une *voie entièrement neuve*, n'imitant complètement aucun schéma utilisé actuellement dans les Enseignements Supérieurs Mondiaux.

Autrement dit, l'analyse politique et l'analyse technique de la crise universitaire, en montrant qu'aucune solution n'est entièrement satisfaisante, et que si le néo-capitalisme est apte à résoudre une partie des problèmes posés, il est incapable de les résoudre TOUS, permet d'affirmer par là-même que seules des solutions révolutionnaires, bouleversant totalement les structures, sont possibles.

Cette action dans l'Enseignement Supérieur est indissolublement liée à l'action générale anti-capitaliste des salariés manuels et intellectuels.

Il n'y a pas de secteurs privilégiés dans cette lutte, mais le contrôle d'un moyen de production (la Recherche) peut être âprement disputé à la bourgeoisie avec des chances de succès ; la domination des classes possédantes sur les sources du savoir peut aussi être sérieusement contestée et ceci dès maintenant.

Mais avant même d'opposer au plan gouvernemental un contre-plan socialiste, il nous paraît nécessaire de définir d'abord la stratégie et la tactique que propose le P.S.U. pour que naisse l'Université Socialiste.

II. - Stratégie et tactique pour l'action

Nous venons de voir l'étendue et la gravité de la crise universitaire et les tentatives de solution néocapitaliste. Seule l'Université Socialiste, basée sur des principes simples, peut résoudre cette crise

:

1° Contenu de la culture, remise sans cesse en question en fonction des mouvements de la science (enseignement de la recherche le plus précoce possible, en même temps que la formation plus générale des esprits) ;

2° Enseignement de masse et sélection sur critères objectifs ;

3° Autogestion des Facultés et des Laboratoires ;

4° Allocation d'étude sur critère universitaire avec entrée des étudiants dans toutes les instances délibératrices de l'Université ;

5° Suppression de toutes les aliénations :

— de classe : par la démocratisation effective du recrutement des Facultés et par l'allocation d'étude

— de structures : suppression de tous les concours et recrutement des Grandes Ecoles (intégrées dans l'Université) sur dossier après le 1er cycle, ou le 2e cycle selon leurs niveaux ; suppression des chaires et organisation collective de l'enseignement et de la recherche (ceci dans le cadre de la fonction publique) ;

— géographique : par une égalité de chance de l'étudiant de province ou de Paris pour la qualité de l'enseignement et les possibilités d'entrer dans une équipe de recherche.

On peut caractériser en conclusion cet ensemble par une simple phrase : la distance entre le niveau général de culture de l'ensemble du pays et le niveau scientifique des équipes de recherche doit être la plus courte possible.

Pour obtenir des bouleversements de cette ampleur, étudiants et enseignants doivent appliquer aux problèmes universitaires la stratégie de l'Alternative Socialiste.

L'Alternative Socialiste suppose une action offensive dès maintenant, sans aucun retard, contre l'université bourgeoise, pour arracher les réformes de structures de type irréversible.

Ces réformes peuvent être obtenues en jouant sur les contradictions du camp capitaliste, et en fortifiant la ligne définie par le Congrès de Clichy du P.S.U. :

«Le mouvement socialiste doit opposer au régime gaulliste une stratégie d'ensemble qui vise à son renversement en même temps que l'instauration d'un pouvoir socialiste constituant un nouveau type d'Etat.»

L'Université joue un rôle de plus en plus important dans la Nation, non seulement en diffusant la culture, mais aussi :

— par son rôle capital dans la formation d'une couche de plus en plus importante de salariés ;

— par son rôle qui deviendra essentiel dans le recyclage et la reconversion des travailleurs des

secteurs économiques bouleversés par le progrès technique ;

— par sa place décisive dans le développement de la Recherche.

C'est pourquoi l'action des forces socialistes dans l'Université est urgente et nécessaire, la conquête de ce secteur-clef étant essentielle pour le mouvement ouvrier ; réciproquement, tout succès purement universitaire serait fragile et sans lendemain sans conquête des moyens de production par la classe ouvrière.

Il y a donc relation étroite et dialectique entre la lutte de classe et l'action menée par les enseignants et étudiants eux-mêmes sur leur propre terrain et avec leurs propres armes.

Mais cette relation permet tout aussi bien des formes de luttes autonomes et particulières, en particulier la possibilité de conquérir plus vite une partie du contrôle et même du pouvoir de décision.

Sur la base d'une plateforme simple, précise, mais remettant radicalement en cause l'Université actuelle, portons dans les Facultés le Socialisme à l'ordre du jour.

Pour faire triompher la ligne de l'Alternative Socialiste dans l'Enseignement Supérieur, la tactique que nous proposons est celle du Front Socialiste, dont voici la définition :

«C'est l'alliance à tous les échelons, sans exclusive et sur une base d'égalité de toutes les organisations politiques, syndicales, ouvrières, paysannes, universitaires, sociales et de jeunesse qui expriment les intérêts, les aspirations de ces couches travailleuses. » (Congrès de Clichy du P.S.U., point III.)

Cela veut dire en clair la conjonction des forces suivantes :

— syndicales : à l'intérieur de la F.E.N. l'ensemble des syndicats de l'Enseignement Supérieur (et pas seulement le S.N.E.Sup et le S.N.C.S.) plus le S.G.E.N., l'U.N.E.F. et l'Union des Grandes Ecoles (U.G.E.) ;

— politiques : P.S.U., Communistes, F.G.D.S. (sans négliger les organisations de Jeunesse universitaire : J.S.U., U.E.C., J.U.C., etc.).

La conjonction de ces forces est possible à tous les échelons si chaque organisation est représentée sur un pied d'égalité ; il est en particulier capital qu'un dialogue s'instaure entre syndicats et partis politiques : les syndicats (le S.N.E.Sup) étant de loin les plus audacieux dans les réformes de structures et pouvant ainsi entraîner les partis de gauche encore réticents.

Ce dialogue doit être *ouvert, public*, sous la forme d'un vaste débat dans chaque ville et chaque

Faculté.

Un *programme commun* est tout à fait réalisable pour l'Enseignement Supérieur.

Que veulent les communistes

Dans leur remarquable contre-plan proposé à la discussion de l'ensemble des forces démocratiques, on relève des réformes de structures sur lesquelles un accord peut être rapidement obtenu :

— création de départements d'Enseignement et de Recherche avec direction élue et collégiale ;

— création des instituts inter-disciplinaires (ceci peut être un premier pas vers les instituts de préparation à la Recherche et à l'Enseignement Supérieur) ;

— transformation des Grandes Ecoles en instituts spécialisés rattachés aux Universités ;

— orientation et sélection au cours du 1er cycle du Supérieur et non à la fin du Secondaire.

Bien sûr, de grandes zones restent dans l'ombre : rien sur la Recherche à temps plein, sur l'interpénétration C.N.R.S.-Université. Rien sur le glissement de fonction et la formation des maîtres du Supérieur ; peu de chose sur l'allocation d'études (sinon une évolution favorable du P.C. avec une proposition d'application sur critères sociaux puis universitaires). Autonomie des universités plutôt qu'autogestion des départements... Et surtout RIEN sur le calendrier et les échéances, les forces nécessaires pour faire triompher ce contre-plan, la façon de les organiser et de les mener au succès.

Puisque le Parti Communiste accepte l'idée de changer de structures, il y a là de grandes possibilités d'action unitaire, sur une base juste, c'est-à-dire révolutionnaire, et non vaguement réformiste comme semble le proposer ce parti pour le reste de l'Enseignement.

Que veut la F.G.D.S.

Il est écrit clairement que ce sont les structures qu'il faut changer :

«Les mesures d'urgence, pour nécessaires qu'elles soient, ne sont que des palliatifs. C'est en fait un changement complet de structures qui est nécessaire... »

Mais hélas, les propositions faites sont d'une indigence extraordinaire. Néanmoins, on peut noter :

— expansion de l'Enseignement Supérieur par le découpage en trois cycles et unité entre Facultés et Grandes Ecoles ;

— allocation d'étude sur critère universitaire (mais sociaux dans une première étape ?) ;

— et l'idée d'un plan quinquennal de réforme de l'E.N. avec la nécessité de chiffrer son coût.

Par contre, le recrutement des maîtres reste rétrograde et vaguement accroché aux concours. Rien sur l'autogestion ; rien sur le glissement de fonction ; rien sur le contenu de l'enseignement.

Ce programme est donc beaucoup plus décevant que celui du P.C., mais il contient deux éléments importants, que toutes les forces universitaires à regrouper dans le Front Socialiste doivent exploiter :

1° *L'idée d'un plan quinquennal à bâtir et à chiffrer. Voilà un point précis où nous pouvons discuter ensemble du programme commun, et surtout proposer dès maintenant la plateforme de lutte immédiate pour réaliser les conditions politiques permettant la mise sur pied d'un tel plan ;*

2° *Des idées succinctes mais assez justes sur la Recherche, idées qui représentent un effort sympathique :*

— l'ouverture des Grandes Ecoles à la Recherche, et acceptation de les relier à l'Université ;

— une gestion souple, et surtout une loi-programme pour la Recherche.

Voilà des points précis où une entente est possible et où on peut réaliser des progrès importants : toute proposition de gauche sur la Recherche qui ne repose pas sur la nécessaire programmation de la Recherche et sa coordination d'une part, et d'autre part l'existence d'un contre-poids régional au C.N.R.S. (comités inter-régionaux universitaires) ne serait pas progressiste, bien au contraire.

On peut certes être déçu des propositions, si restreintes et si succinctes, de la F.G.D.S. pour l'E.S. Elles ont néanmoins le grand mérite d'être ouvertes et de permettre le dialogue... si nous sommes assez forts pour l'y contraindre.

Que veulent les syndicats

Que ce soient les syndicats de la F.E.N. (S.N.E.Sup et S.N.C.S. surtout) ou le S.G.E.N., tout le monde est d'accord pour contester les structures. Plus pratiquement, la plateforme syndicale à peu près commune pourrait être :

— l'abolition des chaires et des cloisons inter-disciplinaires (département d'enseignement avec directeur élu et gestion collégiale) ;

— l'organisation collégiale de la Recherche, avec concordance absolue de l'enseignement et de la

recherche (chercheurs à temps plein intégrés dans le cadre des Facultés à part entière et indépendante) ; étant entendu qu'il s'agit de la concordance de deux structures avec possibilité de passage facile d'un cadre dans l'autre) ;

— l'arrêt du glissement de fonction par l'augmentation des postes d'enseignants et par la réduction à trois des corps enseignants supérieurs (maître-assistant, maître de conférences, professeur) ;

— formation rationnelle des futurs maîtres du Supérieur (projet des « I.P.R.E.S. » du S.N.E.Sup), c'est-à-dire que, brisant le cadre des Facultés, la formation pédagogique est inter-disciplinaire dans les I.P.R.E.S. et la formation scientifique est assurée par l'intégration effective de l'élève maître-assistant étudiant à l'I.P.R.E.S. dans une équipe de recherche. Le mode de recrutement, fait sur dossier et non sur concours, n'entraîne aucune ségrégation, aucune caste parmi les étudiants du 3e cycle puisque le critère de recrutement des maîtres-assistants serait le doctorat de 3e cycle quelle que soit sa façon de l'obtenir. Mais certains étudiants s'engageant à servir la Fonction Publique, recevront en plus une formation pédagogique en entrant à l'I.P.R.E.S. ;

— une gestion démocratique des universités (avec entrée des étudiants dans les assemblées, recteurs élus, remaniement complet du comité consultatif) ;

— droit à la recherche reconnu à tous les enseignants supérieurs quel que soit le lieu (province) ou la discipline (Lettres).

Ces syndicats, avec l'U.N.E.F., réclament en outre :

— une orientation-sélection au cours du premier cycle sans *numerus clausus* à l'entrée des Facultés ;

— une allocation d'étude sur critère universitaire compensée par des mesures fiscales ;

— une révision de la pédagogie et un statut de l'étudiant.

Il y a donc, objectivement, une convergence possible, ce qui est assez exceptionnel il faut le dire, entre l'ensemble des partis politiques de gauche et les syndicats. Encore faut-il :

1° Que la discussion se fasse ; c'est pourquoi la tactique du Front Socialiste (à tous les niveaux) nous paraît le meilleur outil de ce débat ;

2° Que les réformes de structures ne soient pas reportées aux calendes grecques ou à l'Horizon 80... et c'est là le point de divergence le plus grand entre syndicats et partis politiques, entre nous P.S.U. et nos camarades communistes ou fédérés. Avec le S.N.E.S.Sup., avec le S.N.C.S. nous pensons qu'il faut agir tout de suite, développer la

lutte *maintenant*, en profitant au maximum du chaos provoqué par la réforme Fouchet.

III. - La plateforme globale d'action de l'alternative socialiste dans l'Université

Après avoir su pourquoi la situation de l'Enseignement Supérieur était explosive, pourquoi les solutions néo-capitalistes type « réforme Fouchet » resteront inopérantes car bourrées de contradictions, après avoir indiqué une stratégie et une tactique pour la lutte des forces socialistes universitaires, il nous reste à proposer les points précis sur lesquels l'action peut être déclenchée dès maintenant en mobilisant le milieu.

Cette plateforme proposée à l'ensemble de nos camarades constituant le Front Socialiste doit entrer aussi dans le programme commun que toute la gauche doit réussir à rédiger sous peine de défaites très lourdes.

Priorité doit être donnée à l'Education Nationale (laïque) et les moyens financiers considérablement accrus y compris pour l'E.S. Mais les moyens ne suffiront pas à eux seuls pour résoudre les problèmes. Toute ligne étroitement corporatiste est donc rejetée.

L'enseignement de masse

Le P.S.U. repousse à la fois l'option de Recherche exclusive au détriment de l'enseignement (type Fouchet) et l'option d'enseignement exclusif au détriment de la recherche (type conservateur).

Nous choisissons à la fois l'enseignement de masse démocratisé réellement et la liaison indissoluble avec la recherche (dont l'initiation doit commencer le plus précocement possible). Ce mot d'ordre, difficile et apparemment contradictoire, peut être applicable si on agit sur le véhicule de la transmission de la culture, c'est-à-dire sur la pédagogie.

Si le 1er cycle, destiné à l'orientation et à la sélection des étudiants, doit rester ouvert et peu spécialisé, il doit aussi comprendre une initiation aux méthodes de recherche collective. La pédagogie active peut être une des solutions possibles. L'enseignement dirigé renouvèle une autre. En tout cas, aucun 1er cycle n'est envisageable, quelles que soient les disciplines, sans cette initiation précoce.

Nous engageons le pari suivant : l'étudiant est à la fois capable d'acquérir des connaissances nouvelles et diversifiées, et de mener en groupe un

approfondissement sur un point spécialisé. Si le 3e cycle, à l'opposé, est celui de la spécialisation et de la recherche réelle, rien n'empêche l'étudiant, à l'occasion de celle-ci, d'acquérir des connaissances plus vastes : c'est-à-dire dans les disciplines voisines. Raison de plus pour briser le cadre étroit des Facultés, et c'est une façon plus logique de réclamer des locaux et un encadrement raisonnable (un maître pour 25 étudiants).

Enseignement de masse (et non d'élite) et éducation permanente supposent une démocratisation du recrutement de l'E.S. Si la lutte essentielle pour que cesse la ségrégation sociale et géographique doit être menée dans le Secondaire, elle n'a pas de sens si elle n'est pas prolongée par l'obtention d'une *allocation d'étude dans l'Enseignement Supérieur*.

Donner celle-ci sur « critères sociaux » n'a aucun sens ; cela revient à continuer le régime des bourses, dont l'efficacité est telle que 40 % des étudiants sont obligés de travailler en dehors de leurs études.

Seul le critère UNIVERSITAIRE peut être retenu. Une compensation fiscale frapperait les parents (entre autre, suppression de la demi part des impôts, ce qui pénalise surtout les hauts salaires et les professions libérales). Dans l'immédiat, une telle allocation d'étude peut être obtenue dans le 3e cycle (sinon les offres faites aux ingénieurs en particulier n'ont aucun sens) ; et bien, unissons nos efforts pour cet objectif.

Autogestion des facultés et des laboratoires

La suppression des *chaires* et l'organisation collégiale et démocratique de l'enseignement par département sont une des revendications fondamentales; c'est-à-dire que la direction des enseignements devient collective, la responsabilité des professeurs n'étant en rien diminuée (au contraire). Simplement l'organisation des programmes est discutée par l'ensemble des maîtres du département et la direction est assurée par un professeur élu.

Les professeurs titulaires gardent intégralement leurs titres ; mais ils ne sont plus affectés à une chaire mais chargés d'assurer les cours magistraux du département.

En AUCUN CAS : 1° le statut de la Fonction Publique ne doit être mis en cause (c'est la tentation technocratique) ; 2° l'indépendance et la responsabilité des professeurs non plus (c'est la tentation poujadiste).

Organisation et direction collégiale des Laboratoires. — Selon le même principe que les

départements d'enseignements, les deux structures étant concordantes mais non confondues. Ceci suppose un surcroît de personnel enseignants et de chercheurs à temps plein pour faciliter la mutation dans les deux sens entre C.N.R.S. et Enseignement Supérieur (ou autre organisme de recherche).

Ceci suppose aussi que dans la direction une place importante est faite aux chercheurs à temps plein.

Il est important de garder néanmoins une structure de contestation aux départements d'Enseignement et de Recherche : ce rôle essentiel, joué par les grands établissements type Ecole des Hautes-Etudes, doit être renforcé d'autant plus qu'il vient le plus souvent compléter les enseignements des départements.

Une autre mesure susceptible de préserver l'indépendance de plusieurs centres de recherche serait l'interdiction de cumuls exagérés.

Démocratisation de toutes les instances élues. — Cela veut dire que le collège électoral doit être étendu à tous les enseignants (des assistants aux professeurs) et que la représentation étudiante doit exister dans toutes les instances (en particulier l'assemblée de Faculté) ; pour la gestion, selon le plan Langevin-Wallon, le contrôle reste tripartite (voir programme général du Parti sur l'Enseignement). Il s'agit ici de l'élection des enseignants ayant un rôle gestionnaire.

La formation des maîtres

C'est parce que le P.S.U. affirme que Recherche et Enseignement Supérieur sont liés indissolublement et de façon dialectique qu'on ne peut continuer à faire confiance aux concours pour l'assurer.

Pour le Supérieur, le critère de recrutement doit être culturel, pédagogique et surtout basé sur l'aptitude à la recherche. Un projet tel que les I.P.R.E.S. où le recrutement des élèves-maîtres-assistants se ferait sur la base du 3^e cycle, avec un complément pédagogique fourni par des instituts inter-facultés, avec brassage local et national, peut être une base d'accord pour toutes les forces de gauche universitaires.

Pour le Secondaire, en aucun cas, licence et maîtrise ne doivent être deux voies totalement séparées, et toute formation au rabais est inacceptable. Ceci obligera à redéfinir les fonctions des maîtres-assistants, maîtres de conférences et professeurs de façon nouvelle. En particulier, le *nouveau* maître de conférences sera un chercheur confirmé mais pas encore capable de diriger un laboratoire, un enseignant confirmé chargé de

surveiller et d'impulser les enseignements dirigés (exercices et T.P.). Actuellement les maîtres de conférences sont en fait des professeurs pour la plupart (seul le malthusianisme gouvernemental retarde leur promotion).

Les structures d'accueil de l'Enseignement Supérieur

Le système de préparation aux Grandes Ecoles sur concours stérilise et reste foncièrement anti-démocratique. Les Grandes Ecoles elles-mêmes, totalement aux mains de la bourgeoisie, sont à réformer totalement. Nous proposons dès maintenant :

— suppression des concours (de TOUS) et entrée aux Grandes Ecoles sur dossier après le 1^{er} cycle des Facultés (ou après le 2^e cycle) ;

— intégration des Grandes Ecoles aux Facultés (peut-être sous forme de départements de technologie) ;

— ouverture la plus libérale et la plus large possible du 3^e cycle :

1° aux ingénieurs

2° aux élèves des I.U.T.

Statut de l'étudiant et rapports Enseignants-enseignés

Les problèmes de l'Université ne se limitent pas strictement à sa démocratisation, mais sont aussi ceux des rapports à l'économie et de la place assignée à l'éducation dans le projet socialiste. Si l'on pouvait se borner à réclamer plus de crédits et une démocratisation du recrutement il y a vingt ans, la fonction de l'Université au stade du néo-capitalisme impose une toute autre perspective dans la mesure où l'objectif du socialisme constitue pour nous l'horizon de toute lutte. Mais si, comme au Parti Communiste, on ne se situe que dans une perspective de « démocratie véritable », l'accession à l'enseignement des enfants issus de la classe ouvrière et l'égalité des chances sont le seul objectif des luttes à l'Université. Encore faut-il le dire clairement...

C'est donc pour ces raisons qui tiennent à la stratégie de l'Alternative Socialiste que la démocratisation du recrutement est étroitement liée au projet socialiste sur l'Université qui inclut l'accession collective des étudiants à une réelle responsabilité tant dans leurs études que dans leur vie sociale et culturelle.

1° Transformation du rapport pédagogique associant :

— une intervention réelle des enseignants dans le

processus de formation, dans la mesure où la place dans la recherche est redéfinie, une formation pédagogique mise en place, et le contrôle de l'acquisition des connaissances défini dans le cadre d'une pédagogie rationnelle ;

— une prise en charge par les étudiants de l'organisation de leurs études leur assurant une responsabilité réelle en liaison avec les enseignants. Cette liaison ne peut être qu'institutionnalisée (par départements, années, certificats, disciplines...) sous forme d'un contrat pédagogique définissant entre les deux parties le rôle de chacun dans le procès pédagogique.

Ainsi pourrait être réalisé un apprentissage de la responsabilité dans la vie professionnelle ;

— la disposition des moyens d'une pédagogie rationnelle :

- gratuité des photocopies pour tous les étudiants ;
- transformation des normes d'encadrement ;
- reconversion des locaux universitaires existants ;
- et redéfinition architecturale des nouveaux locaux.

2° Les conditions d'un apprentissage à la vie adulte :

— une allocation d'étude à tous les étudiants dont le seul critère ne peut être qu'universitaire, conduisant à une prise en charge de leurs conditions de vie ;

— le développement d'un habitat étudiant intégré à la cité et autogéré ;

— l'intégration aux plans d'urbanisme de la construction des Facultés.

Organisation de la Recherche

La Recherche, aussi bien à temps plein qu'universitaire, doit être organisée et financée de façon rationnelle. Ceci suppose le développement de la Recherche programmée, par rapport à la Recherche anarchique ou inavouée. Mais ceci suppose aussi une certaine planification de la Recherche (ce qui n'a rien à voir avec la programmation). Cette planification peut être :

— soit contraignante et surtout stérilisatrice et dangereuse (l'exemple des tentatives gaullistes de main-mise sur la Recherche et de ses options favorables au capital doit faire réfléchir) ;

— soit souple (n'étouffant pas les petites équipes) et surtout démocratique, c'est-à-dire élaborée par les chercheurs et enseignants-chercheurs. Cette planification peut, dans un Etat socialiste, être intégrée dans le Plan à condition de sauvegarder l'élaboration indépendante.

Le *Financement* — donc les choix politiques, doit aussi être différencié, c'est-à-dire :

— pour les gros Instituts nationaux, la distribution de crédits pose des problèmes importants budgétaires (exemple: Institut d'Agronomie où le matériel peut coûter plusieurs dizaines de milliards de francs) et doit être arbitrée par la nation tout entière ;

— pour les gros laboratoires et les équipes de recherche, le financement se faisant sur programme ;

— pour la recherche individuelle et pour créer une activité de recherche dans les universités où elle est inexistante (ce qui est inadmissible), le financement étant au départ forfaitaire.

En fait, les sources de crédit pourraient être centralisées et il y aurait :

— les crédits donnés par le Comité national de la Recherche Scientifique pour l'ensemble de la Recherche. Ceci permet un contrôle scientifique, une gestion concertée et des choix nécessaires faits de façon démocratique. Mais une source unique de crédit serait très dangereuse quel que soit le régime. Il faut donc, *en même temps*, promouvoir une structure d'appel et une garantie minimum ;

— la *garantie minimum* est l'existence de crédits forfaitaires accordés à TOUS les chercheurs et enseignants-chercheurs (des maîtres-assistants aux professeurs, des chargés aux directeurs) ;

— la structure d'appel, le contre-poids au Comité national, étant un comité inter-régional (donc lui aussi national), émanation des équipes provinciales en particulier, qui, outre son rôle de contestation, serait chargé de répartir ses crédits en favorisant une réelle décentralisation et l'implantation en province d'équipes de chercheurs constitués. Les crédits peuvent donc en partie être versés aux Universités dont le recteur doit être élu.

La prolifération d'organismes de Recherche non intégrés dans l'Education Nationale n'est pas non plus souhaitable.

Problèmes particuliers de quelques disciplines

I" Droit et Sciences économiques. — Sur trois points précis, les études juridiques et économiques peuvent évoluer :

a) *Le P.S.U. a depuis longtemps revendiqué un enseignement économique et social dans tout le second degré.* Encore faut-il :

— que le contenu de ces programmes soit précisé ;

— que les maîtres du second degré, chargés de

cet enseignement (et à la limite tous les maîtres) soient formés pour cela. La création d'un C.A.P.E.S Sciences politiques et juridiques sur le modèle C.A.P.E.T.-Sciences et techniques économiques est donc logique. Ce serait, entre autres, une occasion d'enseignement inter-disciplinaire pour les licenciés en droit ou ès-sciences économiques qui se retrouveraient aux côtés des autres licenciés ;

b) La promotion de la Recherche Collective juridique et économique : cette recherche collective est parfaitement possible et souhaitée par les enseignants du Supérieur :

— si l'on crée auprès des départements en Droit et de Sciences économiques des Centres de Recherches (analogues aux laboratoires) où chercheurs (C.N.R.S.) et enseignants-chercheurs collaborent étroitement,

— si l'on crée un véritable troisième cycle (post-licence) dans ces disciplines.

c) Le recrutement du Personnel Enseignant, outre l'introduction des I.P.R.E.S. dans les disciplines, supprimerait ainsi l'existence déplorable de personnels temporaires sans garanties, on peut concevoir la promotion interne des maîtres-assistants en maîtres de conférences par une liste d'aptitudes basée sur des critères de connaissances approfondies ; mais aussi de recherche et d'aptitude pédagogique ; autrement dit ceci suppose une refonte profonde du Doctorat en Droit.

2° *Médecine*. — Le P.S.U. approuve totalement les principes de la réforme hospitalo-universitaire, c'est-à-dire l'instauration d'une médecine à temps plein et d'une recherche médicale universitaire cohérente. Mais la réforme gouvernementale, mise si timidement en application, ne remplit pas toutes ces conditions et doit être renforcée pour être logique :

— par la suppression des concours hospitaliers et universitaires et la promotion sur critères objectifs ; pour les biologistes la formation des maîtres et leur choix se faisant à partir des grades obtenus au cours du cycle de Biologie humaine (et par les

I.P.R.E.S.) ;

— la nationalisation des hôpitaux de 2° catégorie, ceux-ci étant le débouché naturel des C.H.U. ;

— par la création d'enseignements intégrés dans les C.H.U., la création de polycliniques (en leur sein) pour former les futurs médecins, et bien sur des fonctions hospitalières pour tous les étudiants en médecine (type externat).

3° *Ecoles vétérinaires et agronomiques*. — Elles doivent être rattachées totalement à l'Education Nationale, et surtout une partie de l'enseignement rapprochée de celui des facultés de médecine, sciences, pharmacie, sous forme de département inter-disciplinaire de Biologie.

Nous proposons à tous les étudiants, à tous les enseignants et chercheurs du Supérieur, à toutes les formations politiques et syndicales constituant le Front Socialiste cette plate-forme en huit points comme base de discussion et surtout d'action.

Si de telles réformes étaient arrachées grâce à la mobilisation totale des enseignants et étudiants, appuyés par l'ensemble des forces ouvrières et paysannes, le point de non-retour serait atteint et la principale forteresse idéologique bourgeoise serait investie.

Cette victoire est possible, elle est nécessaire pour progresser vers l'UNIVERSITÉ SOCIALISTE que nous voulons.



Tribune Etudiante – Nlle série – Nov./Déc. 66 N° 4
Pages 10 à 18